

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 12 octobre 2024

« *Celui qui ne connaît pas la vérité n'est qu'un imbécile. Mais celui qui connaît la vérité et la qualifie de mensonge est un criminel.* » (Bertolt Brecht)

Les Etats-Unis d'Amérique sont le produit d'une guerre d'extermination ou d'un génocide, sa colonie au Moyen-Orient également. C'est en quelque sorte leur marque de fabrique.

Qu'ils servent de modèle « *démocratique* » à tous les régimes en Europe et dans d'autres régions du monde, fournit une idée assez précise sur l'idée qu'ils s'en font ou la nature de ces régimes.

Prix Nobel idéologique, qui en doutait encore ?

J-C – On croirait une tribune du Forum économique mondial.

Pour David Baker, Nobel 2024, la création de protéines contre les problèmes du monde - AFP 10 octobre 2024

"*Face à l'ensemble des problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui, en médecine, santé, développement durable, énergie, technologie, le potentiel de la conception de protéines est énorme*", dit à l'AFP David Baker depuis Seattle aux Etats-Unis, quelques heures après avoir remporté un prix Nobel aux côtés de deux colauréats.

Les protéines sont des molécules jouant un rôle fondamental dans presque toutes les fonctions d'un organisme vivant: contracter un muscle, digérer la nourriture, activer les neurones...

Elles ont évolué dans la nature "*pour régler tous les problèmes auxquels nous avons fait face durant le processus de sélection naturelle*", explique le biochimiste de 62 ans aux cheveux hirsutes.

"*Mais l'humain est aujourd'hui confronté à de nouveaux problèmes*", pointe-t-il. "*Nous réchauffons la planète et nous avons donc besoin de nouvelles solutions en matière d'écologie et de durabilité. Nous vivons plus longtemps, ce qui rend des maladies comme Alzheimer plus importantes. Il y a de nouveaux agents pathogènes comme le coronavirus.*"

Laisser l'évolution résoudre ces problèmes "*prendrait beaucoup de temps*", poursuit David Baker. Or "*avec de nouvelles protéines, nous pouvons les résoudre, mais dans un délai très court.*"

J-C - En voilà un que Gates n'aura même pas besoin de se donner la peine de recruter, à moins que cela ait déjà été fait et qu'on l'ignore.

La vérité est révolutionnaire !

J-C – L'auteur de l'article suivant n'en est pas un, loin de là, c'est un pur produit du régime en place et il a adopté la conception officielle de la médecine. Pour autant lorsqu'il se retrouve victime de la guerre fratricide que se livrent les différents clans de l'aristocratie financière, alors il se rebiffe sans comprendre ce qui se passe réellement, ce qui va donner lieu à une réflexion qui n'est pas sans intérêt.

Abbé Pierre, Covid : que de similitudes par le Dr. Gérard Maudrux 8 octobre 2024

Il est étonnant de voir à quel point, et avec quelle facilité on peut mentir aux citoyens, leur cacher des vérités et des énormités connues de tous au plus haut niveau. C'est déconcertant et inquiétant.

On assiste aujourd'hui à un déferlement de toute la presse concernant le comportement de l'abbé Pierre. Mais que ne l'ont-ils dénoncé plus tôt ? Tous savaient, personne n'a rien dit, et ceux qui se sont exprimés passaient pour des menteurs.

Cela fait 70 ans que ses frasques étaient connues, 70 ans d'omerta. 70 ans de secrets. Déjà en 1955, lors de sa tournée aux États-Unis, des femmes se sont plaintes à New-York, Chicago et Washington, et son séjour avait dû être écourté. Même chose à Montréal où il fut reconduit à la frontière avant la fin du séjour. Les archives de l'archevêché de Paris signalaient déjà 24 plaintes officielles en 1964. Une lettre de Monseigneur Veuillot parle de « *grand malade mental* » et de « *jeunes filles marquées pour la vie* », car il ne s'agissait pas seulement d'attouchements, mais de viols, y compris sur mineures. L'abbé était en permanence surveillé par un garde du corps, le socius, pour empêcher que des femmes s'en approchent, ce qui ne l'empêchait pas de se rendre régulièrement dans les maisons closes comme à Genève, relaté par un témoin dans une émission de De Dechavanne (Ciel mon mardi, en 1990). Aucun crédit ne sera alors accordé à ce témoignage qui sera vite enterré.

70 ans de secrets, comme pour les 50 ans de secret défense du covid, cela permet de ne pas savoir ce qui se passe réellement, et de tout cacher jusqu'à ce que les responsables aient disparus ou soient à l'abri de poursuites, leur permettant également de poursuivre leurs exactions.

Pour lire la suite :

<https://www.covid-factuel.fr/2024/10/08/abbe-pierre-covid-que-de-similitudes/>

Commentaire d'un internaute.

- De mon côté et depuis près de trente ans, je dénonce le niveau de désinformation politico-médiatique de notre pays. Cela m'a valu d'être interdit de conférences publiques. Aujourd'hui vous faites un parallèle entre la désinformation Abbé Pierre et pandémie Covid. Je viens d'en faire de même pour la "dite" catastrophique Dette Publique Française (DPF). J'ai adressé le 23 septembre mon analyse à qui de droit y compris à des proches de M Barnier. En essayant de faire court... voici les axes principaux de ma publication sur la DPF.

Afin de mieux nous faire avaler une future sanction financière, la mode actuelle et répétitive de nos politiciens et de leurs relais médiatiques est de nous convaincre que la DPF est une spécificité française. Malgré le " *quoiqu'il en coûte* " de la pandémie Covid, elle est égale à 111% de notre

PIB. En fait, elle est dans la moyenne des pays de l'UE avec lesquels nous pouvons être comparés. Le Portugal est à 130%, l'Italie à 138%, l'Espagne à 109%, la Belgique à 107%. Seules l'Allemagne et les Pays Bas sont respectivement à 67 et 55%. En Dette par habitant, la France est aussi dans la moyenne de l'UE. A l'International, le Japon bat tous les records puisqu'il est à 260% de son PIB, soit 11000 milliards de dollars mais aucune inquiétude pour les japonais...En fait la DPF cumulée sur cinquante ans est égale à 3200 milliards d'€ Le seul relatif point noir est que les investisseurs étrangers sont pour nous à hauteur de 53% alors qu'ils ne sont qu'à 10% pour le Japon.

Qui dit investisseurs étrangers dit prioritairement les très célèbres Sociétés de Gestion d'Actifs que sont BlackRock et Vanguard. Rappelons-nous que Vanguard est, comme par hasard, le premier actionnaire de Pfizer mais aussi d'Akamai, première entreprise mondiale de stockage des données numériques nominatives incluses dans les QR code y compris vaccinaux : merci la pandémie question fichage...De son côté, BlackRock gère chaque année plus de 10000 milliards de dollars d'actifs qui lui permettent de faire la pluie et le beau temps sur les marchés financiers et les Fonds de Pension.

Ainsi, en pleine pandémie, sur la seule année 2021, en compagnie de Vanguard et State Street, ces trois sociétés, principaux actionnaires des Big Pharma et des GAFAM ont géré (chiffre INSEE) 20700 milliards de dollars, donc autant que le PIB des USA et sept fois celui de la France !!! Au niveau mondial, toutes sociétés confondues, le chiffre total en 2022 des actions sous gestion était de 98000 milliards de dollars (chiffre Boston Consulting Group 17 mai 2023).

Alors que pèsent nos malheureux 3200 milliards d'euros de DPF cumulée sur cinquante ans à côté des 98000 milliards de dollars annuels de ces sociétés mondialistes. Elles continuent à nous prêter car, c'est bien connu, on ne prête qu'aux riches. En Octobre 2020, Michel Rocard déclarait : ” *la dette est une construction artificielle créée par les banques avec le consentement des Etats pour dépouiller les peuples et en faire des esclaves à leur solde*”.

Que dire aussi du rapport de 400 pages que vient de publier en mai 2024 Marion Draghi ancien président de la BCE, libéré de son devoir de réserve vis à vis de la Présidente de la Commission Européenne. Il écrit : ” *un éloge de l'endettement français actuel, tout à fait acceptable et sécurisant pour les financeurs en terme de potentiel de remboursement*”. Dont acte car c'est bien connu : “*on ne prête qu'aux riches*”. Tout ceci me rappelle ce que m'avait personnellement écrit Albin Chalandon à la suite de mes publications sur la Protection Sociale française ” *Sachez qu'en politique aucune vérité n'est bonne à dire...*”. Désinformation Abbé Pierre, Pandémie Covid, Dette Publique Française: même combat.

J-C – Les mégalomanes fanatiques de Davos ou Bilderberg s'en prennent violemment au capitalisme, ce qui a le don d'en surprendre ou déstabiliser plus d'un parmi nous, au point que plus personne ne comprend ce qui se passe...ou presque.

Ils lui attribuent volontiers toute sorte de méfaits ou crimes, ce qui leur permet d'atteindre tous ceux qui en ont été complices ou qui y ont directement participé, afin de les discréditer ou les éliminer, de manière à ce que leur conception du nouvelle ordre mondial s'impose comme la seule alternative ou perspective en lice, parce qu'ils ne peuvent pas se passer du capitalisme. Ils procèdent ainsi à une sorte de renouvellement de leurs représentations idéologiques, mieux adaptées à leurs objectifs politiques et économiques.

Il leur faut s'attaquer à toutes les représentations idéologiques qu'ils avaient contribué à créer ou qu'ils ont entretenues tout au long du XXe siècle, parce qu'elles peuvent encore servir de bastions à

la résistance des peuples contre leur propre idéologie, les élites, les religions en font partie, la philosophie, au-delà, les connaissances en général qu'ils s'appliquent systématiquement à déconstruire ou annihiler, leur réécriture de l'histoire (cancel culture) procède du même principe ou de la même nécessité, c'est ce qui donne à leur idéologie un aspect totalitaire...

Notez que cela constitue de leur part un aveu de faiblesse, dont on pourrait profiter, mais malheureusement on est trop con pour cela, on préfère polémiquer entre nous, à croire que ceux qui procèdent ainsi sont trop bien nourris ! Mais il ne faut pas désespérer...

Quatre commentaires publiés dans le blog *Le Grand Soir*.

– "En plus, il respire !"

Mélenchon "respire" encore... quand la population civile palestinienne est délibérément bombardée ou fait l'objet d'une guerre d'extermination.

20 Minutes - La France insoumise, dont la réaction initiale avait été largement critiquée, a rendu hommage lundi aux victimes du « massacre » de cet « acte terroriste » du Hamas.

Dans un communiqué envoyé lundi soir, LFI demande ainsi la « libération immédiate » des otages du Hamas et dénonce un « acte terroriste ». 20 Minutes/AFP 8 octobre 2024

LFI se repent ou rentre dans le rang des sionistes, cautionne leur discours justifiant le génocide du peuple palestinien. No comment !

- A chaque jour sa peine... Rien que les faits.

Dans la causerie de mon blog (luttedeclasse.org) du 9 octobre 2024 :

Totalitarisme. LFI en délateur et procureur de l'Inquisition "au nom de la nécessaire exemplarité".

Assemblée : le député Hugo Prévost exclu du groupe LFI après des accusations de "faits graves à caractère sexuel" - BFMTV 9 octobre 2024

<https://fr.news.yahoo.com/assembl%C3%A9e-d%C3%A9put%C3%A9-hugo-pr%C3%A9vost-exclu-213515111.html?guccounter=1>

A LFI-NFP adoptent l'attitude des puritains anglo-saxons qui tyrannisent le prolétariat et massacrent les Palestiniens et les Libanais. En chiens de garde ou agents du régime, ces justiciers sèment la terreur dans la société en surveillant, enregistrant, condamnant tout comportement ou toute parole déviante de l'idéologie totalitaire régnante, pire, ils les livrent à la justice d'un État tyrannique et à la vindicte populaire, comme au temps des procès en sorcellerie ou du maccarthisme.

Il faut qu'ils montrent qu'ils sont loyaux envers leurs maîtres et leur régime, en espérant sans doute qu'il les épargnera, pure illusion ou crasse ignorance qui ne mérite que notre mépris.

Dans la causerie à venir :

Lynché pour l'exemple ! Ils vous tireront une balle dans le dos.

Le député Hugo Prevost, accusé de violences sexuelles, démissionne - Le HuffPost 10 octobre 2024

https://www.huffingtonpost.fr/politique/article/le-depute-lfi-hugo-prevost-accuse-de-violences-sexuelles-demissionne_240685.html

Hugo Prevost ne bénéficiera pas du principe de la présomption d'innocence, il est d'emblée condamné ou déclaré coupable sans défense ni procès comme sous les pires dictatures.

On résume : Monsieur Prevost "*n'était pas au courant de l'existence des accusations*" qui sont portées contre lui, par qui, on se demande d'où elles proviennent ou qui est à l'origine de cette nouvelle cabale, puisque le parquet de Grenoble a confirmé mercredi n'avoir reçu « *aucune trace de plainte* ».

Dès lors, on aurait pu penser que cette affaire s'arrêterait là, mais c'était sans compter sur l'acharnement dont il allait faire l'objet de la part du CVSS (Comité de Vigilance contre les Violences Sexistes et Sexuelles) qui est une instance du groupe parlementaire LFI-NFP, une sorte de milice de la pensée qui veille au respect des bonnes mœurs dans l'ensemble de la société et pas seulement au sein du NFP, à l'instar des régimes qui sévissent en Afghanistan ou en Iran par exemple, sous le régime de l'Inquisition, relayée par les élus locaux du NFP qui exigeront sa démission, ainsi que des médias véreux, tel Mediapart, qui s'emploieront à monter en épingle cette affaire.

Dans quel but, sinon s'en prendre à LFI et l'affaiblir au sein du NFP avec la complicité de ses dirigeants (de LFI).

Pourquoi ? Parce que dans l'inconscient collectif, LFI incarne - à tort, peu importe ici, la résistance à la politique ultra-réactionnaire mise en œuvre par Macron. Les reniements successifs de LFI ne suffisent pas, il faut faire éclater le NFP, ce qui entre nous, nous laisse indifférents, ou plutôt, si cela pouvait préfigurer la recomposition du mouvement ouvrier sur des bases saines, nous nous en féliciterions, toutefois, sans illusion à l'heure actuelle... Cela dit, on y travaille, cet épisode y contribue, à suivre.

- Je partage l'éloge de @Vincent.

Pour se détendre un moment.

J'ai visité ce pays pendant 10 jours en mai 87. Il m'avait enchanté au point que je souhaitais partir y vivre, et comme cela n'a pas pu se faire, je me suis rabattu sur l'Inde 3 ans plus tard...

A la même époque, j'ai connu des militants du JVP en exil en France, je ne militais plus. Ils m'avaient semblé insignifiants sur le plan politique, d'ailleurs nous avons parlé de tout, sauf de politique, pour autant que je me souviens. J'ai fréquenté un temps des membres de la diaspora sri lankaise à Paris et dans sa banlieue, des moines aussi, ils ne m'ont pas laissé un souvenir impérissable... J'avais été surpris d'observer que ces moines possédaient un nombre impressionnant

de cartes bancaires dans leurs portefeuilles, alors qu'à cette époque, entre 1987 et 1990, je n'en possédais qu'une dont je me servais rarement. Charité bien ordonnée, vous connaissez la suite. Ils vivaient de dons et ils étaient bedonnants, ils se tapaient les femmes de leurs contacts ! Un de ces moines était devenu notre meilleur ami, quand ma première épouse me largua, il alla vivre avec elle. Il lui avait promis qu'il travaillerait et se défroquerait, en fait, il se défroquera juste pour la sauter et remettre aussitôt après sa robe, il profitera d'elle et ne bossera jamais, elle finira par le foutre dehors ! J'ai d'autres histoires en magasin.

Sri Lanka est un confetti dans l'économie mondiale...

Quant à la situation politique à Sri Lanka, je crois que Jean-Pierre Page l'a bien décrite, une farce caricaturale dont il n'y a rien à attendre avant longtemps malheureusement pour nos amis sri lankais...

En Inde c'est la même chose en plus supportable toutefois, parce que la superficie, la population et les richesses du pays sont beaucoup plus importantes, donc il existe davantage d'opportunités pour s'en sortir ou tout juste survivre, dans la pauvreté et la précarité absolue, puisque sans droits sociaux dans un pays livré à la bureaucratie et à la corruption. Ne me demandez pas le nom d'un ministre indien, hormis Maudis et Jaishankar, bref, personnellement, je ne m'intéresse pas à ces pays, sauf lorsqu'on entend parler d'eux dans les médias ou les instances internationales. On ne peut pas être partout à la fois, j'ai fait le choix de me concentrer sur les pays qui dominent l'économie mondiale, où la lutte des classes présentent davantage d'intérêt pour le reste de l'humanité.

- Pour rebondir sur le commentaire de @Zéro

Ne sont visibles dans l'arène politique, que les couches de travailleurs assimilables aux classes moyennes, ceux qui disposent d'un statut social privilégié ou d'un mode de vie relativement confortable, ceux qui consomment massivement, dont les conditions sociales permettent de supporter tous les coups que leur porte le gouvernement, c'est-à-dire la majorité de la population. En sont exclus, ceux qui "ne sont rien", les couches les plus défavorisées qui n'ont pas accès au marché ou lorsqu'ils y ont accès, c'est en se privant de manger ou de se soigner, ceux-là, dans certaines conditions, seraient prêts à se battre pour un changement de régime, parce qu'ils n'ont rien à perdre, mais ce ne sont pas eux qui s'organisent dans les partis du NFP ou de l'extrême gauche, dans les syndicats qui collaborent avec le régime, une grande partie d'entre eux ne votent pas non plus. Laissons de côté le lumpenprolétariat.

Je crois qu'en grande partie l'explication aux questions que vous vous posez réside ici, ces partis et syndicats sont à l'image des conditions sociales de ces couches de travailleurs les mieux lotis ou embourgeoisés, qui pour cette raison n'envisagent pas de rompre avec le capitalisme et ses institutions, d'où l'orientation réactionnaire du mouvement ouvrier qui flattent leurs attentes au lieu de leur fournir un programme révolutionnaire, ses dirigeants en font eux-mêmes partie, pour faire bref.

Cette question nécessite une adaptation du marxisme (et non une révision), que nos dirigeants ont été incapables de réaliser, en fonction des profondes transformations qu'ont connues la société et le monde, les différentes classes sociales, le capitalisme, ses représentations idéologiques, au cours du XXe siècle.

J'ai eu l'occasion d'aborder ce sujet à de nombreuses reprises dans mes causeries. Je vais essayer de synthétiser tout cela, et je livrerai le résultat à votre esprit critique. Analyser la situation, rien de plus facile, puisque plein d'intellectuels s'y sont déjà collés avec plus ou moins de bonheurs, mais chaque fois ils ont commis des erreurs, leurs analyses présentaient de graves lacunes, par exemple, les uns négligeant l'économie, les autres la lutte de classes, pratiquement tous privilégiant l'idéologie aux faits, la métaphysique à la dialectique, chacun détenant un petit bout de la réalité ou vérité, mais aucun étant capable de les rassembler ou d'en faire la synthèse, ce qui explique pourquoi ils demeurent confronter à des contradictions en apparence inextricables, et leurs conclusions se terminent systématiquement dans une impasse. Je parle de ceux dont les intentions sont honnêtes.

Vous comprendrez que les éléments les plus éclairés parmi la classe ouvrière et les classes moyennes, ne peuvent adhérer à une théorie ou l'adopter, qu'à condition qu'elle soit cohérente, qu'elles puissent la soumettre à l'épreuve décisive de la pratique pour en vérifier le sérieux. C'est ce qu'ils firent avec le marxisme jusqu'au premier quart du XXe siècle ou environ la fin de la Seconde Guerre mondiale, en s'en écartant de plus en plus... Ensuite, après les accords de Bretton Woods, pour se donner un repère, l'analyse marxiste de la situation mondiale était devenue obsolète ou elle ne correspondait plus à la nouvelle situation économique, aux rapports entre les classes, à la recomposition du monde entre grandes puissances, etc. ce qui aurait dû nécessiter une réévaluation des enseignements de la lutte de classe que nous avaient légués les marxistes, ce qui à mon avis n'a jamais été entrepris ou mené jusqu'au bout, tant le sujet portait à polémique, car chacun détient la vérité, au détriment de notre cause, hélas ! Faudra-t-il qu'elle soit désespérée pour qu'ils daignent nous écouter enfin ? Espérons que non.

La nuit dernière, je me suis réveillé à peine deux heures après m'être endormi très tard, et c'est cette réflexion qui m'est venue à l'esprit, en plus substantielle, puisque je suis resté éveillé pendant trois heures ! Tout me semblait tellement clair que j'en étais fébrile, moins maintenant parce que je me fais vieux, j'espère réussir à renouer le fil de mes idées et présenter une synthèse valable, sans mémoire du tout, c'est extrêmement difficile.

Le GS et ses lecteurs pourraient contribuer à cette tâche urgente et de plus haute importance. Je n'aime pas me mettre en avant ou ces monologues, cela ne correspond pas à ma personnalité, merci de votre compréhension...

Abus de pouvoir.

Au nom de votre bien-être !

- Si vous réduisez la vitesse de 90 à 70, puis à 50 km/h, pour un trajet qui prenait 20 minutes, il vous en faudra 29, puis 38, pratiquement le double, autant dire qu'en passant pratiquement le double de temps sur le périphérique ou ailleurs, cela se traduira par un ralentissement de la circulation ou contribuera à la rendre moins fluide, à créer davantage de bouchons, à polluer davantage, à consommer davantage d'essence ou diesel, sans parler de la perte de temps...

Si le vent soufflait à contre-courant, pour un peu on pourrait s'attendre à faire du sur-place !

- Des rafales de vent jusqu'à 50 km/h sont attendues en fin de journée dans toute la région, notamment en Essonne, dans les Yvelines et en Seine-et-Marne.

J-C - 50 km/h, apocalypse now !

Selon Vigicruces, les précipitations prévues égaleront environ un mois de pluie en l'espace d'une journée. (20minutes.fr 9 octobre 2024)

Quel "mois de pluie", celui où il était tombé trois gouttes d'eau ?

Putain de féministes, il y a un sacré paquet de fric à se faire !

J-C - Dis-moi qui financent ces campagnes à caractère communautaire, et je te dirai quel en est le mobile.

Melinda French Gates lance un fonds de 250 millions pour la santé des femmes - parismatch.com 9 octobre 2024

Melinda French Gates a indiqué, ce mercredi 9 octobre, créé un nouveau fonds de 250 millions de dollars pour « améliorer la santé mentale et physique des femmes », dans le cadre d'une action plus large pour « promouvoir les droits des femmes » pour laquelle est a promis un milliard de dollars.

Dans un communiqué repris par CNN, Melinda French Gates affirme que « la santé des femmes a été sous-financée, négligée et mal comprise » et que les inégalités en matière de santé entre les hommes et les femmes « ont non seulement un impact sur la vie quotidienne des femmes, mais peuvent également nuire à leur avenir ».

« Il est clair que nous devons faire mieux pour éliminer les obstacles à la santé des femmes. La bonne nouvelle est qu'il existe de nombreuses organisations dans le monde qui font exactement cela. Nous voulons nous assurer qu'elles reçoivent l'attention et le financement qu'elles méritent », écrit l'ex-épouse de Bill Gates, invitant les organisations intéressées à postuler pour recevoir une part du financement. parismatch.com 9 octobre 2024

La fabrique en marche et en masse de schizophrènes.

Premier smartphone à 11 ans, temps d'écran sous-estimé... Ce que révèle une étude sur l'éducation numérique des enfants français - francetvinfo.fr 8 octobre 2024

Selon une étude de l'Observatoire de la parentalité et de l'éducation numérique réalisée par Ipsos média, révélée par franceinfo mardi 8 octobre.

Les enfants français acquièrent leur premier smartphone à 11 ans et quatre mois en moyenne, selon une étude de l'Observatoire de la parentalité et de l'éducation numérique réalisée par Ipsos média, révélée par franceinfo mardi 8 octobre.

Selon cette étude, cet âge moyen tombe même à 9 ans et cinq mois pour l'obtention d'une tablette. "Les écrans occupent une place de plus en plus importante dans la vie des enfants, principalement en raison de l'utilisation accrue des smartphones par les jeunes", écrit l'Observatoire de la

parentalité et de l'éducation numérique, précisant que "*plus de la moitié des enfants âgés de 7 à 17 ans possèdent leur propre smartphone.*"

Selon l'étude, près de 70% des enfants âgés de 7 à 17 ans utilisent Internet quotidiennement, avec une préférence pour les services comme YouTube, TikTok, WhatsApp, Instagram et Snapchat. Par ailleurs, les enfants passent en moyenne 4 heures par jour sur leur smartphone pendant les vacances et les week-ends, un temps qui augmente avec l'âge. francetvinfo.fr 8 octobre 2024

J-C - C'est ainsi qu'ils se privent de la principale activité qui à leur âge participe à leur sociabilité, à savoir le jeu qui les met en contact avec d'autres gosses, les jeux collectifs au cours desquels ils acquièrent certaines valeurs ou certains principes, qui facilitent leur insertion ou leur adaptation à la société dans la mesure où ils sont admis collectivement.

C'est d'autant plus néfaste au développement de leurs facultés cognitives, que sur les médias ou réseaux dits sociaux on ne se contente pas de leur fournir des données, on leur propose des interprétations, en deux mots, on leur mâche le travail au détriment de leur réflexion et imagination.

A l'arrivée, leurs rapports au mode extérieur en seront affectés, à leur insu ou sans qu'ils en aient conscience évidemment, puisque ce processus relève du conditionnement mental et idéologique, avec à la clé des dégâts psychologiques ou des troubles du comportement prévisibles, dont ils auront toutes les peines du monde à se défaire par la suite, ce qui les rendra d'autant plus vulnérables à toutes les formes de manipulations mentales et idéologiques. Et une fois qu'ils auront développé une tendance schizoïde ou dépressive, souvent très rapidement, leur état sera vécu comme la normalité, alors pour se soulager de l'angoisse qui les étirent en quasi permanence ou leur incapacité à affronter la réalité telle qu'elle est, ils n'auront pas d'autres expédients que recourir toujours encore et encore à cette pratique qui consiste à passer l'essentiel de leur temps libre devant un écran.

Au-delà, cette activité les réduit à l'état végétatif du spectateur de leur propre existence. Au lieu de la prendre en main ils adoptent un comportement (compulsif) passif qui fera d'eux des esclaves modèles, obéissants et loyaux envers leurs maîtres et bourreaux.

Une autre réflexion, car on pourrait se dire qu'en se connectant à Internet ils pourraient devenir plus intelligents ou conscients que les générations passées, j'en doute fortement car cela dépend des conditions sociales dans lesquelles on est placé.

A quoi bon acquérir des tonnes de données ou de connaissances, si on ne sait pas quoi en faire, la plupart du temps elles ne serviront à rien ou à l'amélioration de la condition humaine.

On pourrait en dire autant des études universitaires, de ceux qui accumulent les diplômes, les médailles et les honneurs comme autant de trophées de chasse, qu'ensuite ils monnaieront aux plus offrants en échange de leurs services sans se soucier de l'usage néfaste pour la société qu'ils en feront du moment qu'ils servent leurs intérêts individuels ou égoïstes.

Sur la situation politique en France

Etat d'âme sans lendemain. Dites, soutenir les régimes nazis ukrainiens et sionistes, c'est assurément "*retourner aux choses humaines*" !

Le député PS Boris Vallaud invite la gauche à "retourner aux choses humaines" - AFP 11 octobre 2024

J-C - Il est aussi le chef des députés PS à l'Assemblée nationale.

Comme l'Etat n'a plus les moyens d'assumer ses ambitions coloniales, il recourt systématiquement à la répression comme seule réponse aux exigences légitimes des peuples colonisés.

Martinique: un couvre-feu total décrété après une nouvelle nuit de violences - BFMTV 11 octobre 2024

Le préfet de Martinique a annoncé dans un communiqué la mise en place dès ce jeudi 10 octobre au soir d'un couvre-feu total sur l'île. Une interdiction "*de tout déplacement sur la voie publique et dans les lieux publics*" est décrétée "*sur l'ensemble du territoire de la Martinique entre 21 heures et 5 heures du jeudi 10 au lundi 14 octobre 2024*", peut-on lire.

Cette décision fait suite à une nouvelle nuit de violences sur l'île, en marge d'un mouvement de protestation contre la vie chère.

Le mouvement contre la vie chère a été lancé début septembre par le Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens (RPPRAC), qui exige un alignement sur l'Hexagone des prix des produits alimentaires qui sont 40% plus chers en Martinique.

Les manifestations sont en outre interdites jusqu'au lundi 14 octobre "*afin de prévenir efficacement et de manière proportionnée les troubles à l'ordre public susceptibles d'intervenir*".

Enfin, le préfet a décidé de l'interdiction "*sur l'ensemble du territoire de la Martinique d'achat, de vente et de transport de combustibles, produits pétroliers, artifices et engins pyrotechniques*".

Des barricades enflammées ont été installées dans plusieurs communes dans la nuit de mercredi à jeudi, des magasins ont été brûlés et douze gendarmes ont été blessés, dont un par balle. BFMTV 11 octobre 2024

Un budget de super austérité injuste et illégitime.

J-C – La dette de plus de 3000 milliards d'euros de l'Etat témoigne de la faillite du capitalisme. Elle est à mettre au compte des banquiers internationaux, du CAC40 et des capitalistes qui se sont enrichis démesurément au cours des dernières décennies en pillant l'argent publique, les richesses produites par les travailleurs.

Par conséquent, c'est à eux seuls de la régler. Et s'ils refusent, ils méritent juste d'être expropriés et toutes leurs richesses, biens ou avoirs doivent être confisqués jusqu'au dernier euro. On ne leur demande pas leur avis ou de rendre des comptes, car on ne leur reconnaît aucune légitimité, comment l'exploitation pourrait-elle être justifiée, n'est-ce pas ?

En revanche, s'ils résistaient, à coup sûr en déclenchant une guerre civile, ils seraient aussitôt mâtés sans autre forme de procès avec la même férocité qu'ils réprimèrent le mouvement ouvrier ou les travailleurs qui s'étaient mobilisés pour exiger que leurs besoins légitimes soient pris en considération.

Si le capitalisme, son Etat, ses institutions ne sont plus en mesure d'assurer le développement économique et le progrès social, ils doivent disparaître et céder la place à une République sociale et démocratique, à un gouvernement ouvrier s'appuyant sur la mobilisation et l'organisation politique des masses exploitées, les institutions indépendantes qu'elles auront créées au cours du processus révolutionnaire intégrant les composantes du mouvement ouvrier qui combattraient à leur côté, au socialisme...

Le gouvernement a présenté ce jeudi 10 octobre son Projet de loi de finances pour l'année (PLF) pour l'année 2025

(Article réalisé à partir de différents articles de presse et de l'AFP des 10 et 11 octobre)

Le ton est donné :

- « *Je ne suis pas là pour promettre du sang, du labeur, des larmes et de la sueur.* » Si le ministre des Comptes publics Laurent Saint-Martin ne l'avait pas précisé, on aurait pu en douter tant le premier budget de l'ère Michel Barnier consacre un effort sans précédent sur les finances publiques.

De fait, les Français les plus aisés seront loin d'être les seuls à supporter la cure de rigueur imposée par Michel Barnier. Plusieurs taxes, prélèvements ou mesures vont concerner tout le monde. Sans parler de la baisse des dépenses publiques, propres à affecter les contribuables modestes.

En somme « *la dette n'est pas qu'une question financière. C'est une question politique* », comme l'expliquait le ministre de l'Économie Antoine Armand à la presse ce jeudi 10 octobre, en estimant que la situation « *concerne tous les Français.* » Manifestement les efforts, aussi.

Concrètement, plusieurs mesures de prélèvements annoncées ou confirmées par le gouvernement vont s'appliquer sans distinction de revenus. Sur le front de l'écologie par exemple, les ministres prévoient l'augmentation d'une taxe sur les billets d'avion.

Les Français se chauffant au gaz sont également ciblés : la TVA est relevée à 20 % (contre 5,5 % ou 10 % actuellement) pour l'installation d'une chaudière, de quoi rapporter 200 millions d'euros. Le gouvernement prône également le renforcement du malus « *masse* » et « *CO2* » pour les véhicules polluants. Ainsi, les voitures neuves émettant plus de 112 grammes de CO2 par kilomètre (contre 118 précédemment) seront désormais taxées à hauteur de 50 euros par gramme de CO2 supplémentaire. Conséquence : seule la Mitsubishi Space Star, voiture à essence, échappera au malus thermique à partir de 2025.

Dans cette même logique, le gouvernement va augmenter - sans doute de manière spectaculaire - une taxe sur l'électricité (TICFE), que les équipes précédentes avaient drastiquement baissée à cause de la crise inflationniste. En clair : les Français (aux tarifs réglementés) peuvent espérer une baisse de 9 % de leur facture grâce au repli des prix des marchés. Mais celle-ci aurait pu être encore plus massive, sans le rehaussement de la taxe.

D'autant qu'à ces prélèvements supplémentaires, s'ajoutent des coups de rabot ou autres décisions sensibles pour tous les Français. On peut par exemple évoquer les retraités qui, du plus précaire au plus aisé, verront leurs pensions gelées pour six mois. Le gouvernement a effectivement confirmé le report en juillet de l'indexation sur l'inflation.

Même logique sur certaines économies de dépense, où le gouvernement vise large, sans précaution : il prévoit par exemple de réduire la part de l'Assurance maladie dans le remboursement des consultations médicales. Tant pis pour les 2,5 millions de Français qui n'ont pas de complémentaire santé et qui verront leur reste à charge inévitablement augmenter.

Le transfert de charge ne manquera pas à terme d'être répercuté dans les tarifs des complémentaires santé, qui ont déjà connu une hausse d'environ 8 % en moyenne en 2024.

Dans ce contexte, on pourrait également citer la rationalisation des transports sanitaires de patients ou encore les aides réduites pour l'apprentissage. Mais c'est sans doute à travers la baisse des budgets de l'État et des ministères que les Français subiront aussi la facture. Par exemple, les crédits alloués aux missions « *Sport* » sont rabotés de 12 % dans la nouvelle feuille de route. Même tendance (moindre) pour le Travail ou la Santé. Pour l'Education nationale, c'est 4 000 postes d'enseignants que l'exécutif prévoit de supprimer. Pas simple quand des professeurs manquent partout. Le HuffPost 11 octobre 2024

Au total, l'exécutif compte trouver "60 milliards d'euros" pour soutenir des finances publiques étouffées par une dette galopante.

AFP - Les mesures envisagées et des tensions dans l'alliance LR-Macronie, il vise un effort partagé pour préserver la crédibilité française auprès des marchés financiers et de l'UE, qui a épinglé Paris pour ses déficits publics.

L'objectif est de ramener le déficit public à 5% dès 2025, pour revenir en 2029 sous la limite de 3% tolérée par Bruxelles.

La Haut Conseil des finances publiques a jugé "fragiles" les prévisions du gouvernement, qui se trouve dans une position inconfortable après un "dérapage" du déficit en 2024 jugé "absolument considérable et inédit" par son président Pierre Moscovici, avant le verdict de l'agence de notation Fitch vendredi sur la solidité financière de la France.

La dette, de près de 3.230 milliards d'euros fin juin (112% du PIB), frôlera les 115% en 2025, alors que la croissance atteindrait 1,1% comme en 2024.

Loi de financement de la Sécurité sociale.

"La responsabilité impose de renouer avec un modèle soutenable" a affirmé Laurent Saint-Martin, le ministre du Budget et des Comptes publics.

Le déficit de la « *Sécu* » à 18 milliards en 2024, l'objectif pour 2025 est de le ramener à... moins de 16 milliards d'euros. Ce ne sont donc pas des coups de hache dans les dépenses sociales. Le gouvernement fixe leur progression « à un rythme limité de 2,8 % tandis que les recettes croîtraient de 3,2 % ».

Dans les faits pourtant, les dépenses sociales vont continuer à progresser. « *Par rapport à 2024, 9 milliards supplémentaires seront consacrés à l'assurance-maladie en 2025, 7 milliards de plus pour les pensions de retraite, 1 milliard de plus pour la prise en charge des accidents de travail et des maladies professionnelles, 2 milliards de plus pour les allocations familiales, et 2 milliards de plus pour l'autonomie, en direction des personnes âgées ou en situation de handicap* », explique-t-on de source gouvernementale. Le vieillissement de la population et la forte consommation des soins entraînent automatiquement une hausse mécanique des dépenses qu'il est très difficile de stopper.

"*Nous assumons la hausse de la tarification de la consultation en médecine à 30 euros, au lieu de 26,50 euros, décidée par le précédent gouvernement*" a défendu la ministre de la Santé, Geneviève Darrieussecq.

J-C - Les autres mesures ont déjà été évoquées dans une causerie précédente.

En famille. Collaboration de classes. Quand le budget 2025 de guerre de Macron-Barnier devient « NFP-compatible ».

- Le président de la commission des Finances, Éric Coquerel (LFI), a dit espérer parvenir au terme de l'examen en commission à un budget « *NFP-compatible* ». Le Point/AFP 10 octobre 2024

Santé.

Dépakine : 15 ans pour découvrir les dangers, 50 ans

57 ans pour que la justice condamne le labo et aussitôt l'État prend le relai pour indemniser à moindre coût

<https://reseauinternational.net/depakine-15-ans-pour-decouvrir-les-dangers-50-ans-pour-les-reconnaitre-57-ans-pour-que-la-justice-condamne-le-labo-et-aussitot-letat-prend-le-relai-pour-indemniser-a-moindre-cout/>

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Investigating war crimes in Gaza I Al Jazeera Investigations (sous-titré en français)

<https://www.youtube.com/watch?v=kPE6vbKix6A>

Chems-Eddine Hafiz a choisi son camp : «Le Hamas est un groupe terroriste» - algeriepatriotique.com octobre 8, 2024

Le cas du recteur de la Grande Mosquée de Paris relève de la schizophrénie. Au début tenant le bâton par le milieu, n'affichant aucune empathie envers les Palestiniens massacrés à Gaza, mais

faisant mine d'être ému par le drame vécu par les victimes de l'armée nazie israélienne, Chems-Eddine Hafiz a fini par glisser petit à petit vers le soutien indécent à l'entité sioniste, aux côtés du grand rabbin de France dont semble dépendre son sort au sein de cette institution culturelle musulmane, normalement propriété de l'Algérie.

Si, à décharge, il faut admettre qu'il ne fait pas bon se positionner contre Israël dans la France d'Emmanuel Macron, où le simple soutien à la cause palestinienne peut conduire au tribunal, il faut cependant signaler que Chems-Eddine Hafiz, invité à la cérémonie d'investiture du président Tebboune, porte la lourde responsabilité de ne pas contredire la position officielle historique de l'Algérie dans la guerre asymétrique qui fait rage au Moyen-Orient et dans laquelle Israël commet des crimes contre l'humanité qui ne peuvent être tolérés et encore moins couverts par des déclarations qui mettent le bourreau et sa victime sur un pied d'égalité.

C'est, en tout cas, ce à quoi le recteur de la Grande Mosquée de Paris vient de participer en signant un document faussement intitulé «*Appel international à la paix et à la fraternité*», rédigé par la Conférence des responsables du culte en France (CRCF). Ledit document accable la résistance palestinienne et, à aucun moment, ne dénonce le génocide perpétré par l'entité sioniste qui, non contente d'avoir rasé Gaza, étend son agression au Liban où elle mène des opérations aériennes et terrestres, en complète violation du droit international.

«*Le 9 octobre 2023, responsables religieux catholiques, protestants, orthodoxes, juifs, musulmans et bouddhistes, nous exprimons ensemble notre effroi et notre profonde tristesse face à la barbarie du Hamas*», écrivent les signataires de l'appel cosigné par le Franco-Algérien Chems-Eddine Hafiz. «*En ce 7 octobre 2024, nous peinons à prendre la mesure des traumatismes, sans précédent pour notre génération, engendrés par ces actes terroristes*», poursuivent-ils. Pour le recteur de la Grande Mosquée de Paris, les 45 000 enfants, femmes et hommes palestiniens tués sur ordre du criminel Benyamin Netanyahu sont des «*victimes collatérales de la réponse militaire israélienne*».

Chems-Eddine dit également «*porter dans [son] cœur et [sa] chair l'immense souffrance des civils israéliens [...] livrés à la terreur et aux ravages que produit la guerre*» et s'«*inquiète vivement des conséquences durables de tant de violences, terroristes ou militaires, chez ceux et celles qui les subissent et ceux et celles qui les exécutent*», les terroristes étant les résistants palestiniens.

Cet appel, aussi fourbe qu'ignominieux, a été signé par le président de la Fédération protestante de France, le président de la Conférence des évêques de France, le président de l'Assemblée des évêques orthodoxes de France, le grand rabbin de France, le président de l'Union bouddhiste de France et le recteur de la Grande Mosquée de Paris. algeriepatriotique.com octobre 8, 2024

Le Hezbollah fait son retour - Moon of Alabama October 08, 2024

Les sionistes espéraient que leurs tactiques terroristes consistant à faire exploser des téléavertisseurs et à bombarder les dirigeants du Hezbollah au Liban entraveraient ou diminueraient la capacité de combat de son ennemi.

Cet espoir était cependant en vain. Le Hezbollah, comme son allié du Hamas à Gaza, a été construit pour continuer son travail malgré de tels incidents.

Aujourd'hui, Naim Qassem, le chef adjoint du Hezbollah est apparu dans une émission et a déclaré que le Hezbollah restait pleinement opérationnel :

«Dans son allocution, Qassem a déclaré «Nous tirons des centaines de roquettes et des dizaines de drones. Un grand nombre de colonies et de villes sont sous le feu de la résistance». Il a souligné que la haute direction du Hezbollah reste active et que les postes des commandants tués ont été pourvus, affirmant : «Nous n'avons aucun poste vacant»».

À quel point il est inutile de tuer le leadership d'un ennemi a également été démontré à Gaza :

«Un aperçu de ce qui se passe réellement à Gaza a été offert par la dernière annonce d'Israël selon laquelle il avait tué trois hauts responsables du Hamas – Rawhi Mushtaha, chef du gouvernement et premier ministre de facto ; Sameh al-Siraj, qui détenait le portefeuille de la sécurité au sein du bureau politique du Hamas ; et Sami Oudeh, commandant du Mécanisme général de sécurité du Hamas.

La frappe aérienne a eu lieu il y a trois mois, et personne n'avait remarqué leur absence. C'est parce que le Hamas a continué à fonctionner indépendamment de ces dirigeants, vivants ou morts.

Dans le passé, les assassinats avaient conduit à une période d'incertitude pour le Hamas. Cela s'est produit après l'assassinat d'Abdel Aziz al-Rantisi en 2004. Mais cela ne marche pas aujourd'hui et cela ne marche pas non plus avec cette génération de combattants».

Syrie : un raid attribué à l'aviation israélienne frappe un quartier de Damas, faisant plusieurs morts - RT 9 oct. 2024

Une frappe contre le quartier de Mezzeh, dans la capitale syrienne, non loin de l'ambassade iranienne à Damas, a fait sept morts et 11 blessés le 8 octobre, selon la diplomatie syrienne qui a pointé la responsabilité d'Israël. Tsalah aurait mené plus d'une centaine de raids en Syrie cette année, selon une source de l'opposition syrienne.

L'attaque aérienne, toujours selon la même source, a «visé un bâtiment fréquenté par les commandants du Corps des gardiens de la révolution iranienne et du Hezbollah libanais». Le média saoudien Al-Hadath a pour sa part avancé que la cible de l'attaque serait un membre de l'Unité 4400 du Hezbollah, une cellule chargée d'acheminer des armes de l'Iran et de ses alliés vers le groupe chiite au Liban. Cette information n'a toutefois pas été confirmée.

Russie.

Commerce extérieur : «cette année la Fédération de Russie a exporté ses céréales vers 27 pays africains» - RT 9 oct. 2024

Alexeï Ovsiannikov, directeur du Centre d'évaluation de la qualité des céréales de Novorossiisk, fait le point sur les exportations effectuées depuis le début de l'année.

À l'heure actuelle, au cours des neuf premiers mois de cette année, les laboratoires du Centre d'évaluation de la qualité des céréales de Novorossiisk ont analysé plus de 19 millions de tonnes de grains destinés à l'exportation vers les pays africains. Les principales cultures exportées sont : le blé, l'orge, le maïs et les légumineuses, dont les pois, les pois chiches et les lentilles. Les céréales

du monde entier les plus demandées par les Africains sont d'abord le blé, avec plus de 17 millions de tonnes exportées. Ensuite en deuxième place, l'orge. En troisième position, le maïs, avec environ 210 000 tonnes. Précédemment, d'autres céréales n'étaient pas exportées sur le continent africain depuis les ports du territoire de Krasnodar. Mais cette année on observe une importante diversification et une augmentation du volume des exportations.

Cette année, nous avons repris les exportations vers certains pays africains tels que l'Éthiopie, la Gambie et Djibouti. Pour la première fois, un lot de lentilles a été envoyé sur l'île Maurice. Au total, au cours des neuf premiers mois de cette année, la Fédération de Russie a exporté ses céréales vers 27 pays

Chaque pays a ses propres exigences, en plus des exigences générales, c'est-à-dire, des exigences de la législation internationale, comme, par exemple, le codex alimentarius. Nos laboratoires accrédités analysent les indicateurs de sécurité et de qualité conformément aux exigences des pays importateurs. Je vais expliquer les exigences qui sont communes aux différents pays. Il s'agit des indicateurs de la présence d'éléments toxiques, à savoir le plomb, le cadmium, le mercure, et les mycotoxines, ainsi que de l'indicateur de la quantité résiduelle de pesticides dont l'analyse est requise, d'une manière ou d'une autre, par n'importe quel pays, mais tout dépend de la liste des pesticides. On analyse également la présence de radionucléides, généralement de césium et de strontium et d'autres indicateurs communs comme la fraction massique de protéines et de gluten, la vitrosité, la présence d'impuretés, y compris minérales et magnétiques. Enfin, on analyse l'indicateur d'infestation et de contamination. Conformément aux exigences de tel ou tel pays et aux demandes de l'acquéreur, des certificats nécessaires sont livrés à l'issue d'essais, c'est-à-dire, des certificats de sécurité, de qualité, d'absence d'OGM, ainsi que de non-radioactivité. Il y en a d'autres également, mais ceux-ci sont les principaux certificats.

Si on parle des critères au niveau de la sécurité, comme je l'ai déjà dit, il y a une réglementation générale commune à tous les pays et des critères spécifiques à chaque pays individuellement. Mais en règle générale les critères de qualité et de sécurité sont : la teneur en protéines, la teneur en eau, le gluten index, la force boulangère et le temps de chute, c'est-à-dire des critères qui concernent différents types de blés. Un autre critère, qui n'est pas moins important, est la détérioration des denrées stockées ainsi que le taux d'impuretés. Une place particulière est apportée au certificat phytosanitaire qui comprend une série d'analyses : Filth-test, test entomologique, bactériologique, microbiologique, virologique, résidus d'herbicide. Suite aux analyses, un certificat confirmant l'absence de tout élément nocif est émis.

J-C – Voilà de quoi les rendre furax (A Washington)!

Le Premier ministre burkinabè en Russie pour renforcer la coopération militaire et économique - RFI 9 octobre 2024

Le Premier ministre du Burkina Faso en visite en Russie. Apollinaire Joachim Kyelem de Tambela s'est rendu à Moscou pour la 8e édition des journées économiques du Burkina Faso qui se tient dans la capitale russe cette année du 8 au 11 octobre. Le chef du gouvernement de transition a notamment rencontré des partenaires économiques pour évoquer des projets de développement au Burkina Faso.

D'après l'agence de presse russe Interfax, le Premier ministre burkinabè Apollinaire Joachim Kyelem de Tambela s'est entretenu mardi avec le ministre de la Défense Andrei Belousov russe dans le cadre de leur coopération militaire.

Le ministre russe a considéré cette rencontre comme « *une nouvelle étape dans le développement des relations amicales* » entre les deux pays. Dans une interview à l'organe de communication African Initiative, le chef du gouvernement burkinabè s'est dit « *satisfait* » des éléments russes de l'African Corps présents dans son pays depuis moins d'un an.

Dans une interview accordée à l'organe de communication African Initiative, Kyelem de Tambela y tire un bon bilan des troupes russes de l'African Corps, présentes au Faso depuis presque un an : « *C'est assez récent pour donner une appréciation correcte, mais je pense qu'on peut dire que nous sommes déjà satisfaits de ce qu'il se passe jusqu'à présent. Tout ce que nous pouvons faire, c'est souhaiter le renforcement de cette coopération.* »

Et concernant l'arrivée éventuelle de nouveaux soldats russes au Burkina Faso, il a répondu que cela dépendra du type d'équipement militaire que son pays compte acquérir et qui pourra nécessiter l'envoi d'instructeurs pour former les forces burkinabè à ce nouveau matériel.

Accompagné de membres de son gouvernement et d'opérateurs économiques dans le cadre des huitièmes journées économiques du Burkina Faso, le Premier ministre a également invité ses partenaires russes à multiplier les investissements et les transactions entre les deux pays. Il a aussi réaffirmé la volonté du Burkina Faso de rejoindre la communauté économique des BRICS. RFI 9 octobre 2024

Argentine.

Argentine: l'opposition échoue à lever le «veto» de Milei sur l'augmentation du budget des universités - RFI 10 octobre 2024

L'opposition a échoué, hier, mercredi 9 octobre, à lever le veto du président ultralibéral à l'augmentation du budget universitaire voté par le Parlement mi-septembre. La politique d'austérité et les coupes budgétaires du gouvernement dans les dépenses d'éducation avaient pourtant provoqué un large mouvement social, qui pourrait désormais s'approfondir.

Ni les manifestations massives qui ont rassemblé plus d'un million de personnes la semaine dernière, ni les occupations d'universités par les étudiants à travers tout le pays depuis le mardi 8 octobre, ni la nouvelle mobilisation devant le Congrès argentin, hier.

L'opposition n'a pas réussi à réunir la majorité qualifiée des deux tiers des députés nécessaires pour lever le veto de Javier Milei à l'augmentation du budget des universités. La loi votée par le Parlement mi-septembre prévoyait une actualisation budgétaire en fonction de l'inflation, qui dépasse actuellement les 236% annuel. Elle aurait notamment permis de revaloriser les salaires des enseignants qui ont perdu un tiers de leur pouvoir d'achat depuis le début de l'année.